



---

**DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION**

**FOURNITURE DES ÉQUIPEMENTS BUREAUTIQUES ET  
PRESTATIONS ASSOCIÉES**

**ACCORD-CADRE N° 25F028**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
(CCTP)**

## SOMMAIRE

<b>1. _ CONTEXTE</b>	<b>4</b>
1.1 Équipements et infrastructures du système d'information	4
1.2 Parc bureautique	4
1.3 Périmètre	4
1.4 Forme de l'accord-cadre	5
1.5 Définitions	5
<b>2. _ PRESTATIONS ATTENDUES DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>6</b>
<b>3. _ EXIGENCES TECHNIQUES ET DE SECURITÉ</b>	<b>7</b>
3.1 Normes et règlements	7
3.2 Caractéristiques requises	8
3.3 Exigence de pérennité	8
3.4 Pertes	8
3.5 Exigence environnementale	8
<b>4. _ DISPOSITIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
4.1 Outil applicatif de suivi de l'exécution de l'accord-cadre	9
4.1.1 Objectifs	9
4.1.2 Contenu	9
4.2 Modalités de livraison	9
4.2.1 Emballage	9
4.2.2 Adresse, date et horaires de livraison	10
4.2.3 Transport et préavis de livraison	10
4.2.4 Contenu des livraisons	10
4.3 Support administratif et conseil avant-vente	11
4.4 Pilotage	12
4.5 Modalités de vérification des prestations de l'accord-cadre	12
4.6 Lieux d'exécution des prestations	12
4.7 Accès aux locaux	12
4.8 Hygiène et sécurité	12
4.9 Rôles et responsabilités	12
4.9.1 Représentant du titulaire	12
4.9.2 Représentant de l'Assemblée nationale	12
4.10 Évaluation du titulaire	12
<b>5. _ DESCRIPTION DES PRESTATIONS N°1, 2 ET 3</b>	<b>14</b>
5.1 Description	14
5.2 Sous-prestations 1-1 et 1-2 et 1-4 de fourniture de matériels	14

5.2.1 Exigences générales relatives aux matériels	14
5.2.1.1 Eco-conception des matériels	14
5.2.1.2 Alimentation électrique	15
5.2.1.3 Consommation énergétique	15
5.2.2 Exigences générales relatives à la garantie standard incorporée aux matériels	15
5.2.3 Modalités et délais d'exécution	15
5.2.4 Livrables attendus et délais	16
5.3 Sous-prestations 1.3, 2.3 de fourniture des contrats d'extension de garantie et de support	16
5.3.1 Description	16
5.3.2 Livrables attendus et délais	16
5.4 Modalités de commande communes à l'ensemble des sous-prestations	16
<b>ANNEXE 1</b>	<b>17</b>
<b>LIVRABLES ATTENDUS ET DÉLAIS</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2</b>	<b>18</b>
<b>SYNTHÈSE DES CONFIGURATIONS DES ÉQUIPEMENTS</b>	<b>18</b>

---

## 1. CONTEXTE

---

### **1.1 Équipements et infrastructures du système d'information**

Le système d'information (ci-après SI) de l'Assemblée est une conséquence de l'autonomie de fonctionnement des Assemblées établie par l'ordonnance du 17 novembre 1958.

À ce titre, l'Assemblée nationale dispose des moyens informatiques lui permettant d'assurer le rôle défini par la Constitution. Elle a la responsabilité de développements des applications législatives, doit fournir les moyens de travail aux députés et à leurs équipes et fournit un support informatique pour la gestion de l'institution.

À ce jour, le SI de l'Assemblée est constitué d'une vingtaine d'applications métier, d'applications de gestion, d'outils d'infrastructure (annuaires, messageries, stockage de données), et exploite environ 4000 postes informatiques.

### **1.2 Parc bureautique**

La direction des Systèmes d'information a la responsabilité de fourniture des moyens micro-informatiques, ordinateurs fixes et portables pour :

- les personnels des services, environ 1500 personnes, pour un parc d'approximativement 1800 ordinateurs, composé quasi exclusivement de PC, en très grande majorité portables ;
- les députés et leurs collaborateurs, sur demande de leur part. Le parc est composé de 577 tablettes Ipad, d'environ 2000 ordinateurs, pour 60% de type MacBook Air et le reste de type ordinateur portable PC.

La direction des Systèmes d'information met en place une politique régulière de renouvellement annuel de son parc, avec une cible d'ancienneté maximale, pour les ordinateurs fixes et portables, de 5 ans.

### **1.3 Périmètre**

L'accord-cadre est destiné à couvrir l'ensemble des besoins en équipements bureautiques de l'Assemblée nationale.

Conformément aux dispositions de l'article 1.4 de la partie I relative à l'accord-cadre du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), l'Assemblée nationale se réserve le droit de commander, le cas échéant, ces matériels au travers de centrales d'Achats.

À ce titre, les titulaires assurent, **de manière exclusive**<sup>1</sup> :

- La fourniture d'unités centrales fixes et portables, de tablettes, de matériels de marque Apple, d'écrans à fin d'équipement des matériels informatiques, et des imprimantes individuelles, à l'exclusion de copieurs d'étages. Le titulaire doit être en mesure de proposer ces équipements neufs, reconditionnés, recyclés sur demande de l'Assemblée nationale ;
- la fourniture de contrats de support ou d'extensions de garantie, pour les équipements du périmètre de l'accord-cadre installés à compter de la date de notification du présent accord-cadre, pour ceux acquis au cours de son exécution et pour leurs évolutions dont la garantie arrive à échéance au cours de l'exécution du présent accord-cadre ;
- la mise à disposition d'un portail Web ;

---

<sup>1</sup> L'Assemblée nationale se réserve le droit de s'adresser aux titulaires des marchés des centrales d'achat, dans les cas suivants : en cas d'incapacité du titulaire du présent accord-cadre à lui fournir les références prescrites ; en cas d'incapacité du titulaire du présent accord-cadre à lui fournir les références demandées dans les délais impartis ; en cas de dissolution de l'Assemblée nationale et d'incapacité du titulaire du présent accord-cadre à lui fournir les références demandées dans un délai de quatre semaines.

- le conditionnement et la livraison des matériels informatiques.

Les titulaires assurent, **de manière non exclusive** :

- la fourniture de périphériques divers, tels que claviers, souris, webcams ;
- la fourniture d'accessoires tels que des écrans de confidentialité, des chargeurs, ou câbles.

#### **1.4 Forme de l'accord-cadre**

Il a été décidé de recourir, conformément aux dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), à un accord-cadre multi-attributaires.

#### **1.5 Définitions**

- **Recyclage**

Toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage (article L.541-1-1 du code de l'environnement).

- **Réemploi**

Toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus (article L. 541-1-1 du code de l'environnement).

- **Réutilisation**

Toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau. La réutilisation fait appel à un processus défini comme étant « une préparation en vue de la réutilisation », c'est-à-dire toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement (article L. 541-1-1 du code de l'environnement).

## 2. PRESTATIONS ATTENDUES DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre se compose des prestations suivantes :

<b>Prestation 1</b>	Fourniture d'ordinateurs (fixes ou portables) et autres matériels (hors Apple)	
	<i>Sous-prestation 1-1</i>	<i>Fourniture d'unités centrales neuves (garantie standard incorporée)</i>
	<i>Sous-prestation 1-2</i>	<i>Fourniture d'ordinateurs portables neufs (garantie standard incorporée)</i>
	<i>Sous-prestation 1-3</i>	<i>Fourniture de contrats de support et d'extension de garantie pour les matériels du parc informatique de l'Assemblée nationale (hors Apple)</i>
	<i>Sous-prestation 1-4</i>	<i>Fourniture d'écrans pour le matériel informatique, d'imprimantes « individuelles », ou de tablettes (hors Apple)</i>
<b>Prestation 2</b>	Fourniture d'ordinateurs (fixes ou portables) et autres matériels de marque Apple	
	<i>Sous-prestation 2-1</i>	<i>Fourniture d'unités centrales neuves (garantie standard incorporée)</i>
	<i>Sous-prestation 2-2</i>	<i>Fourniture d'ordinateurs portables neufs (garantie standard incorporée)</i>
	<i>Sous-prestation 2-3</i>	<i>Fourniture de contrats de support et d'extension de garantie pour les matériels du parc Apple de l'Assemblée nationale</i>
<b>Prestation 3</b>	Fourniture d'accessoires et périphériques	

---

### 3. EXIGENCES TECHNIQUES ET DE SECURITÉ

---

#### 3.1 Normes et règlements

Les prestations réalisées doivent être conformes à l'ensemble des textes français et européens en vigueur (y compris les normes rendues d'application obligatoire en vertu de l'article 17 du décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation).

Le titulaire ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans le présent CCTP à un texte réglementaire ou normatif pour prétendre s'y soustraire car il est réputé les connaître. De plus, le titulaire s'engage à garantir l'évolution de ses produits et services, conformément aux directives et avis des instances de normalisation et de régulation compétentes.

Les normes à respecter émanent notamment des organismes suivants :

- Organisation internationale de normalisation (ISO) ;
- Comité européen de normalisation (CEN) ;
- Association française de normalisation (AFNOR) ;
- Institut des ingénieurs en électricité et en électronique (IEEE) ;
- Union internationale des télécommunications (UIT).

L'ensemble des matériels fournis au titre du présent accord-cadre doit répondre notamment aux exigences de marquage CE. Ces exigences attestent que les produits proposés sont conformes à la réglementation européenne.

Ils devront également respecter les exigences décrites par la directive européenne RoHS1 (Directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques).

Les principales normes à respecter sont détaillées ci-dessous (liste non exhaustive) :

Sécurité électrique	NF-EN 60950 ou équivalent
Degré de protection des enveloppes	NF-EN 60529 ou équivalent
Acoustique	NF-EN 29295 ou équivalent
Compatibilité électromagnétique	NF-EN 55032 ou équivalent
Immunité électromagnétique	NF-EN 55035 ou équivalent
Ergonomie	NF-EN 29241-2 ou équivalent
Composants électromécaniques pour équipements électroniques	NF-C 93418 ou équivalent
Exigences de qualité du produit logiciel et évaluation (SQuaRE)	ISO/IEC 25000 ou équivalent

Le titulaire est tenu d'aviser les représentants de l'Assemblée par tout moyen permettant d'attester à date certaine de toute réserve qu'il pourrait émettre par suite de la découverte de défauts de conformité, quelle qu'en soit l'origine.

### **3.2 Caractéristiques requises**

Le titulaire est tenu de fournir des équipements bureautiques présentant les caractéristiques minimales indiquées à l'annexe 2 du présent CCTP.

### **3.3 Exigence de pérennité**

Le titulaire garantit la conformité des matériels et des logiciels de production au marquage CE (ou équivalent), ainsi qu'aux spécifications fonctionnelles décrites dans la documentation d'utilisation s'y rapportant, tant que ces matériels et logiciels sont utilisés conformément aux instructions d'utilisation de la documentation.

Le titulaire assure disposer des droits de revente sur les logiciels d'exploitation livrés et garantit l'Assemblée nationale contre toute revendication de tiers relative à la propriété intellectuelle des logiciels de production fournis au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire assure la fourniture, la livraison et la disponibilité en quantité suffisante des équipements pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

### **3.4 Pertes**

Le titulaire informe l'Assemblée nationale de toute opération qu'il conduirait, susceptible de provoquer des pertes de données. De manière générale, il prévient de tout risque engendré par ses travaux, afin que l'Assemblée nationale puisse prendre les mesures appropriées, notamment en termes de sauvegardes.

En cas de destruction partielle ou totale du fait du titulaire d'un logiciel, d'informations, de programmes, de fichiers ou de bases de données, l'Assemblée nationale peut lui demander d'en indemniser les conséquences financières.

### **3.5 Exigence environnementale**

Conformément aux dispositions de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition de matériel informatique neuf et/ou issu du réemploi ou de la réutilisation. S'agissant de la catégorie « matériel informatique et téléphonie », comprenant les postes informatiques la proportion minimale de produits issus du réemploi ou de la réutilisation est fixée à 20% par an. L'objectif relatif aux produits intégrant de la matière recyclée est similaire pour cette catégorie de produits.



---

## 4. DISPOSITIONS COMMUNES À L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS

---

### 4.1 Outil applicatif de suivi de l'exécution de l'accord-cadre

#### 4.1.1 *Objectifs*

Dans un délai de trois (3) mois calendaires à compter de la notification du présent accord-cadre, le titulaire met à la disposition de l'Assemblée nationale un outil de suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire héberge, exploite et maintient ces outils applicatifs sur la durée du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre une intégration de ces outils applicatifs au travers d'un portail unique propageant l'authentification des utilisateurs vers chacun des outils applicatifs si ces derniers ne sont pas nativement intégrés au sein d'un même applicatif.

Le titulaire met en œuvre les mécanismes d'authentification sécurisés permettant de prendre en compte un nouvel utilisateur *via* un mécanisme dynamique d'approbation (« workflow » de validation par courriel ou par mot de passe à usage unique par exemple). Chaque nouvel utilisateur est approuvé par un administrateur.

#### 4.1.2 *Contenu*

L'outil applicatif comporte des fonctionnalités de suivi des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

L'outil applicatif permet :

- de suivre les différentes étapes de traitement de la commande et notamment la date de notification du bon de commande, la date d'expédition des matériels, le statut de livraison ainsi que la date de la livraison sur site ;
- de consulter la facture ou un duplicata en lien avec la commande ;
- d'exporter dans plusieurs formats (PDF, texte, csv, tableur) l'ensemble des éléments de la commande (caractéristiques techniques, prix, quantité, etc.) ainsi que la date de fin de garantie des matériels, notamment dans un objectif de gestion de parc. L'outil permet de sélectionner les informations à exporter et de définir leur ordre d'exportation ;
- d'exporter dans un format PDF tout document attestant des allégations fournies par le titulaire concernant les transports utilisés et les conditions logistiques mises en œuvre ;
- d'exporter dans un format PDF la documentation complète se rapportant aux équipements livrés.

### 4.2 Modalités de livraison

#### 4.2.1 *Emballage*

Tout matériel fourni au titre du présent accord-cadre doit pouvoir supporter, sans aucun dommage, le transport entre les locaux du titulaire et les sites de livraison de l'Assemblée nationale.

La qualité des emballages, qui est de la responsabilité du titulaire, doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Les matériels, logiciels de production et leurs évolutions sont livrés dans leurs emballages d'origine.

Les volumes et poids des emballages doivent être optimisés afin de réduire les prélèvements à la source de matières premières et les surfaces de stockage notamment dans la phase de transport.

La conception des emballages doit permettre leur recyclage et/ou leur réutilisation.

Les mono-matériaux facilement recyclables ainsi que les matériaux biodégradables ou recyclés sont à privilégier. En particulier, les papiers/cartons utilisés dans les emballages doivent contenir des fibres recyclées.

Les métaux lourds (plomb, cadmium, mercure et chrome hexavalent) sont exclus.

Les plastiques contenus dans les emballages sont sans polymères halogénés et marqués selon la norme ISO 11469. Le chlorure de polyvinyle (PVC) doit être exclu des emballages à usage unique.

Sauf consigne contraire, explicite :

- la dé-palettisation est à la charge du titulaire ;
- les emballages nécessaires au conditionnement sur palettes sont repris par le titulaire à l'occasion d'une livraison (lors de la livraison initiale ou d'une livraison ultérieure).

#### **4.2.2 Adresse, date et horaires de livraison**

Les livraisons s'effectuent :

- sauf mention différente dans le bon de commande, à l'adresse suivante :

Assemblée nationale  
Direction des Systèmes d'information  
235 boulevard Saint-Germain  
75007 PARIS

- dans le délai précisé dans le bon de commande ;
- les livraisons sur le site de l'Assemblée se font à l'intérieur des créneaux horaires suivants : entre 9H00 et 12H00 et entre 14H00 et 17H00 , à un horaire fixé par le titulaire en concertation avec la direction des Systèmes d'information.

#### **4.2.3 Transport et préavis de livraison**

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Toute livraison fait l'objet d'un préavis adressé par courriel par le titulaire au représentant de l'Assemblée nationale identifié dans le bon de commande ou dont les coordonnées ont été communiquées au titulaire par tout autre moyen, selon des dispositions spécifiques à chaque site de livraison.

Dans le préavis de livraison, de 48h minimum pour le site de l'Assemblée, et de 72h ouvrées minimum pour le site de l'hébergeur, le titulaire précise les éléments suivants :

- les numéros de série des matériels livrés ;
- la date et la tranche horaire de livraison convenue ;

Les transports utilisés et les conditions logistiques mises en œuvre pour l'acheminement des matériels fournis dans le cadre de l'accord-cadre doivent être respectueux de l'environnement et de la santé humaine et sont conformes aux dispositions décrites par le titulaire dans son offre.

En cas de livraison intervenant dans des conditions autres que celles résultant des dispositions du présent article, l'Assemblée nationale est en droit de refuser la livraison. La livraison est alors réputée non effectuée.

#### **4.2.4 Contenu des livraisons**

Toute livraison est accompagnée :

- d'un bordereau de livraison, en deux exemplaires, comportant notamment la date d'expédition, le lieu et l'heure de livraison, le numéro de bon de commande, l'identification du titulaire, l'identification et la

quantité de ce qui est livré et, quand il y a lieu, la répartition par colis. Ce bordereau de livraison revêt la forme d'un document papier (« bon-papier ») ;

- de la documentation complète se rapportant à l'équipement livré. Cette documentation comprend le guide d'installation ainsi que la « documentation constructeur » relative à l'équipement. La documentation est mise à disposition sur l'outil de suivi de l'exécution de l'accord-cadre décrit à l'article 4.1 du présent CCTP.

Tous les matériels (configurations de base et options) sont livrés avec l'ensemble des éléments nécessaires à leur mise en ordre de fonctionnement avec notamment les câbles d'alimentation et de connexion interne, le kit de visserie, les pilotes, les *firmwares* et les autres outils logiciels. L'accès au téléchargement des ressources logicielles est gratuit et ne peut pas être soumis à une prestation spécifique.

**Les livraisons partielles ne sont pas autorisées, sauf stipulation contraire dûment écrite de l'Assemblée nationale.**

Dans le cas où les éléments sont acheminés sur le site de l'Assemblée nationale en pièces détachées, il appartient au titulaire de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour rendre les configurations livrées fonctionnelles.

Une mention de conformité est portée sur les bons de livraison, dont un exemplaire est restitué immédiatement au livreur, après signature par la personne réceptionnant la livraison.

Toutes les fournitures livrées dans un emballage ouvert et/ou abîmé pouvant indiquer que les produits ont pu être endommagés lors du transport peuvent être refusées et devront être alors reprises immédiatement par le livreur.

Si l'emballage n'est que légèrement abîmé, la fourniture peut être acceptée avec réserves, consignées sur le bon de livraison.

#### **4.3 Support administratif et conseil avant-vente**

Le support administratif doit traiter toutes les demandes d'informations ou réclamations de type administratif. En particulier, il doit prendre en charge :

- les demandes concernant les commandes ;
- les demandes concernant les livraisons ;
- les demandes concernant les factures ;
- les demandes concernant les règlements ;
- les demandes concernant les dispositions contractuelles ;
- le traitement des problèmes et l'enregistrement des réclamations (positionnement d'un service, erreur de facturation, *etc.*).

Les demandes adressées par messagerie électronique et par téléphone au support administratif doivent être saisies et reportées dans l'outil applicatif de suivi d'exécution de l'accord-cadre décrit à l'article 4.1 du présent CCTP.

À compter de la saisine du titulaire par l'un des moyens de déclenchement précités, le titulaire dispose d'un délai maximal de vingt-quatre heures (24) pour créer le ticket correspondant à la demande à l'Assemblée nationale dans l'outil de suivi. Toute création de ticket donne lieu à une confirmation de la prise en compte sous la forme d'un courriel adressé au demandeur.

Les équipes du titulaire doivent apporter des conseils et des précisions afin d'aider les équipes de la direction des Systèmes d'information dans le choix des configurations des matériels (configurations et options associées) permettant de répondre de manière optimale au besoin technique et fonctionnel exprimé.

Enfin, ces équipes, points de contact privilégiés de la relation client, doivent savoir orienter l'Assemblée nationale vers le service ou l'interlocuteur adapté chez le titulaire pour chacune de ses demandes.

#### **4.4 Pilotage**

Le pilotage des prestations entre le titulaire et l'Assemblée nationale est assuré par des réunions et des échanges toujours formalisés par des courriels, des fiches ou des comptes rendus.

Les réunions de lancement et de suivi sont programmées par l'Assemblée nationale. Pour l'organisation et l'animation de ces réunions l'Assemblée nationale sollicite le titulaire en tant que de besoin.

Une réunion de lancement sera convoquée à l'initialisation de l'accord-cadre.

#### **4.5 Modalités de vérification des prestations de l'accord-cadre**

Les opérations de vérification s'effectuent aux conditions fixées à l'article 11 de la partie II du CCAP et selon les délais exprimés dans l'annexe 1 du présent CCTP.

#### **4.6 Lieux d'exécution des prestations**

L'exécution des prestations se déroule dans les locaux de l'Assemblée nationale, sur son site externe d'hébergement, ou dans les locaux du titulaire en France Métropolitaine.

#### **4.7 Accès aux locaux**

L'Assemblée nationale fournit au personnel du titulaire, pour les besoins de l'exécution des prestations, des locaux, les autorisations d'accès aux locaux.

#### **4.8 Hygiène et sécurité**

L'Assemblée nationale assure au personnel du titulaire appelé à intervenir dans ses locaux, des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité. L'Assemblée nationale informe le titulaire des consignes de sécurité dans ses locaux.

Le titulaire et son personnel respectent les règles d'hygiène et de sécurité, ainsi que le règlement intérieur et les consignes internes de l'Assemblée nationale destinés à tout intervenant dans les locaux de l'Assemblée nationale (notamment les horaires d'accès aux locaux) qui lui seront communiqués à la notification de l'accord-cadre.

#### **4.9 Rôles et responsabilités**

##### ***4.9.1 Représentant du titulaire***

Le titulaire est représenté par un directeur de projet ou son équivalent. Il est l'interlocuteur privilégié de l'Assemblée nationale au niveau opérationnel.

Le titulaire définit, met en place et actualise les outils de suivi des prestations (tableau de suivi, tableau de bord des livrables, indicateurs, etc.).

##### ***4.9.2 Représentant de l'Assemblée nationale***

L'identité du représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi des prestations est communiquée au titulaire à la notification du présent accord-cadre.

#### **4.10 Évaluation du titulaire**

L'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'évaluer le titulaire sur le respect de ses engagements et du niveau de satisfaction des utilisateurs et des services en charge du suivi de l'accord-cadre.

Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'évaluation des fournisseurs de l'Assemblée nationale. Elle est menée au travers d'une fiche d'évaluation, conforme aux standards de l'Assemblée nationale.

Le déclenchement et le pilotage de cette évaluation sont sous la responsabilité unique de l'Assemblée nationale. Les résultats sont fournis au titulaire dans le respect du principe du contradictoire afin qu'il propose et mette en œuvre les actions requises sur les points d'amélioration identifiés.

---

## 5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS N°1, 2 ET 3

---

### 5.1 Description

Le présent article a pour objet :

- la sous-prestation 1-1, 1-2 et 1-4 relative à la fourniture et livraison de postes de travail fixes de bureau, de portables, d'imprimantes, d'écrans et de tablettes (hors Apple) :
  - o la livraison du matériel ;
  - o l'intégration en tant que de besoin, de composants logiciels pour une intégration en atelier, avant livraison à l'Assemblée nationale ;
  - o la garantie standard incorporée à l'acquisition des matériels.
- la sous-prestation 2-1 et 2-2 relative à la fourniture et livraison de postes de travail fixes de bureau et de portables de marque Apple :
  - o la livraison du matériel ;
  - o l'intégration en tant que de besoin, de composants logiciels pour une intégration en atelier, avant livraison à l'Assemblée nationale ;
  - o la garantie standard incorporée à l'acquisition des matériels.
- les sous-prestations 1-3 et 2-3 de fourniture des contrats d'extension de garantie ou de support pour les matériels du parc de l'Assemblée nationale, ou faisant l'objet d'une commande à un titulaire ;
- la prestation 3 de fourniture et livraison de périphériques.

### 5.2 Sous-prestations 1-1 et 1-2 et 1-4 de fourniture de matériels

#### 5.2.1 *Exigences générales relatives aux matériels*

##### 5.2.1.1 *Eco-conception des matériels*

L'Assemblée nationale est particulièrement attentive au caractère éco-conçu des matériels livrés dans le cadre du présent accord-cadre. En particulier, le titulaire s'assure du respect des dispositions suivantes :

- Caractère facilement recyclable du matériel

Une attention particulière est portée à la conception des matériels afin de faciliter le désassemblage, le recyclage et le traitement des matériaux qui les composent. Il est notamment exigé que :

- les pièces plastiques supérieures à 25g soient marquées selon la norme ISO 11469 : 2016 ;
- la séparation des matériaux incompatibles soit facilitée ;
- l'utilisation de vernis soit réduite au minimum nécessaire pour les pièces plastiques.

- Utilisation de matériaux recyclés dans la composition des équipements

Les matériaux recyclés sont privilégiés dans la composition des ordinateurs fournis dans le cadre du présent accord-cadre. La documentation technique associée à ces matériels présente :

- les matériaux entrant dans la composition du matériel et les parties concernées ;
- pour les plastiques, le taux de plastique recyclé post-consommation (rapporté à la masse totale de plastique) contenu dans l'équipement.

Le titulaire s'assure du respect de la conformité des équipements à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, *Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances*).

En matière de substances toxiques contenues dans les équipements fournis, le titulaire s'assure de l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006.

Le titulaire fournit la documentation permettant de démontrer le respect de ces dispositions dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande des représentants de l'Assemblée nationale. Les documents sont transmis par voie dématérialisée et sont écrits en langue française.

#### **5.2.1.2 Alimentation électrique**

Conformément à l'annexe II du règlement (UE) n° 617/2013 de la commission du 26 juin 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, la documentation des équipements présente le rendement des alimentations électriques des équipements fournis dans le cadre de l'accord-cadre.

#### **5.2.1.3 Consommation énergétique**

Conformément à l'annexe II du règlement (UE) n° 617/2013 de la commission du 26 juin 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, la documentation des équipements présente la puissance appelée du matériel, exprimée en watts (W) :

- puissance maximale ;
- en mode inactif ;
- en mode veille ;
- en mode arrêt.

#### **5.2.2 Exigences générales relatives à la garantie standard incorporée aux matériels**

La garantie recouvre la garantie standard incorporée à l'acquisition des matériels. Elle prend effet à compter de la date de notification de la décision d'admission du matériel pour une durée de trois (3) ans minimum pour le matériel de marque Apple et de cinq (5) ans minimum pour le matériel hors Apple.

Le contenu de la garantie est décrit dans l'offre du titulaire.

Le titulaire y précise notamment, les modalités techniques d'accès à la garantie (numéro de téléphone, adresse électronique et accès à l'outil de suivi des demandes d'assistance) conformément aux dispositions pour lesquelles il s'est engagé. Ce document doit être mis à jour pour toute modification des modalités d'accès à la garantie et mis à disposition selon les mêmes modalités.

La garantie s'entend avec l'obligation de résultat dans les délais impartis.

#### **5.2.3 Modalités et délais d'exécution**

Au titre de chacune des sous-prestations, le titulaire assure la livraison des matériels concernés. Les modalités de livraison communes aux prestations sont décrites à l'article 4.2 du présent CCTP. Le délai maximal de livraison des matériels est de quarante (40) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande. **Toutefois, en cas d'événement exceptionnel (exemple : dissolution de l'Assemblée nationale), l'Assemblée nationale peut exiger une livraison dans un délai plus bref, qui sera précisé dans les conditions d'un marché subséquent.**

Les opérations d'installation débutent à la date indiquée dans le bon de commande. À défaut, la date d'installation est précisée par l'Assemblée au titulaire par message électronique.

Le titulaire doit prendre rendez-vous au moins trois (3) jours ouvrés avant l'intervention avec le représentant de l'Assemblée nationale dont les coordonnées figurent sur le bon de commande ou dans le message électronique précisant la date d'installation.

Le titulaire doit veiller à ne pas détériorer les installations mobilières et immobilières de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale met à disposition du titulaire toute documentation qu'elle juge utile à l'exécution conforme de la sous-prestation. Le cas échéant, le titulaire peut également demander communication de toute documentation, en justifiant de la pertinence et de l'utilité de cette communication. Cette documentation est la propriété exclusive de l'Assemblée nationale et elle ne peut pas être divulguée sous quelque forme que ce soit ni pour quelques motifs que ce soit. À l'issue de la sous-prestation, le titulaire est tenu de restituer au représentant de l'Assemblée nationale l'intégralité de la documentation qui lui a été confiée en bon état.

#### **5.2.4 Livrables attendus et délais**

La liste des livrables attendus et les délais de remise et de vérification sont précisés à l'annexe 1 du présent CCTP.

### **5.3 Sous-prestations 1.3, 2.3 de fourniture des contrats d'extension de garantie et de support**

#### **5.3.1 Description**

L'objet des sous-prestations est la fourniture de contrats de type extension de garantie ou de support pour le parc existant de l'Assemblée nationale relevant du périmètre de l'accord-cadre, ou à l'occasion d'une commande.

#### **5.3.2 Livrables attendus et délais**

La liste des livrables attendus et les délais de remise et de vérification sont précisés à l'annexe 1 du présent CCTP.

### **5.4 Modalités de commande communes à l'ensemble des sous-prestations**

Les sous-prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'Assemblée nationale selon les modalités décrites à l'article 9 de la partie II du cahier des clauses administratives particulières (ci-après CCAP).



**ANNEXE 1**  
**LIVRABLES ATTENDUS ET DÉLAIS**

LIVRABLES	DÉLAI DE LIVRAISON	DÉLAIS ET MODALITÉS DE VÉRIFICATION
<b>Livrables Hors prestations</b>		
Procès-verbal de mise à disposition de l’outil applicatif relatif à l’exécution de l’accord-cadre	Trois (3) mois calendaires à compter de la notification du présent accord-cadre	Vérification par l’Assemblée nationale dans un délai d’un (1) mois calendaire à compter de la remise du livrable
Documents permettant d’attester du respect des caractéristiques des emballages telles que définies à l’article 4.2.1 du CCTP	Dix (10) jours ouvrés à compter de la demande des représentants de l’Assemblée nationale	Vérification par l’Assemblée nationale dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la remise du livrable
Documentation permettant de démontrer le respect des exigences relatives aux substances dangereuses contenues dans les équipements telles que définies à l’article 5.2.1.1 du CCTP	Cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande des représentants de l’Assemblée nationale	Vérification par l’Assemblée nationale dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la remise du livrable
<b>Prestations 1 et 2</b>		
Bordereau de livraison ( <i>avec les références de commande</i> ) et documentation technique (document de description des produits, guide d’installation et de configuration)	Dans l’offre du titulaire sous réserve du délai maximal de 40 jours et après chaque mise à jour logicielle pour les logiciels d’exploitation	Vérification par l’Assemblée nationale dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la remise des livrables
Document précisant les modalités d’accès à la garantie	Dans l’offre du titulaire et après chaque mise à jour	Vérification par l’Assemblée nationale dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la remise du livrable
<b>Prestation 3</b>		
Bordereau de livraison ( <i>avec les références de commande</i> ) et documentation technique (document de description des produits, guide d’installation et de configuration)	Dans l’offre du titulaire sous réserve du délai maximal de 40 jours et après chaque mise à jour logicielle pour les logiciels d’exploitation	Vérification par l’Assemblée nationale dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la remise des livrables

**ANNEXE 2**  
**SYNTHÈSE DES CONFIGURATIONS DES ÉQUIPEMENTS**

**L'annexe 2 fait l'objet d'un document séparé du présent CCTP.**